

[Text]

• 1720

The Chairman: I would have thought this program has been on probably the steepest growth slope of any program in CIDA.

Mr. Harmston: It received about a 14% increase last year but over the last several years, with the exception of last year, it has been fairly flat, I think, if you look at the figures.

The Chairman: That does not jibe with what we have in terms of the figures over the past few years, but we will check it out.

Mr. Harmston: Well, we certainly can come back on that one.

Since this program represents the primary link between the government and the public on development assistance and since the public is continuing to contribute more on a voluntary basis, we find this situation really difficult.

This situation is puzzling, particularly since CIDA is reaching out in other ways to tap into the capability and expertise of NGOs; for instance, the growth of the country focus mechanism in recent years demonstrates that CIDA needs NGOs to fulfil its mandate in specific types of programs, notably in the social sector.

For the most part, this facility has worked constructively and well, allowing NGOs and CIDA jointly and equitably to undertake new levels of programming that neither has tackled before. We believe this is a particularly creative opportunity for both sides.

We would like to see this mechanism continued with technical improvements, but it pertains to a case-by-case opportunity for co-operation and is no substitute for the ongoing systematic collaboration between CIDA and NGOs through the NGO program.

The other CIDA trend with NGOs is what we term "direct funding" of NGOs in the Third World. Briefly stated, our members oppose this development for reasons stated in our paper; namely that most Third World NGOs prefer partnership with Canadian NGOs when given the opportunity. We find that direct funding creates other problems and sometimes even dangers for the local NGOs, and it also denies opportunities for building new relationships through NGOs with the Canadian public.

There might have been a case for it if Canadian NGOs had exhausted their abilities to manage and innovate new programs, but for this to happen at a time when CIDA otherwise seems to be levelling off the funding of Canadian NGOs makes it doubly damaging, in our view.

Our consortium works exclusively with NGOs in South Asia where there is a heavy concentration in numbers of indigenous voluntary agencies. In fact, we could describe this at some greater length, if you wish.

[Translation]

Le président: J'aurais cru que ce programme connaissait la croissance la plus rapide de tous les programmes de l'ACDI.

M. Harmston: L'augmentation l'année dernière était d'environ 14 p. 100, mais au cours des dernières années, sauf l'année précédente, les augmentations étaient plutôt faibles je crois, selon les chiffres.

Le président: Cela ne correspond pas aux chiffres dont nous disposons pour les dernières années, mais nous verrons cela.

M. Harmston: Eh bien, nous pouvons certainement revenir là-dessus.

Puisque ce programme représente le lien principal en matière d'aide au développement entre le gouvernement et le public et puisque les dons du public continuent d'augmenter, nous trouvons cette situation vraiment difficile.

Cette situation est troublante, étant donné que l'ACDI s'efforce par d'autres moyens de faire appel aux capacités et à l'expertise des ONG; par exemple, le fait qu'on se penche davantage sur des pays précis au cours des dernières années démontre que l'ACDI a besoin des ONG pour accomplir son mandat dans certains types de programme, notamment dans le secteur social.

Le plus souvent cela a bien fonctionné, d'une manière constructive, et a permis aux ONG et à l'ACDI conjointement d'entreprendre d'une manière équitable des programmes plus poussés qu'ils n'avaient pas pu entreprendre séparément auparavant. Nous croyons que cela présente des occasions très intéressantes pour les deux parties.

Nous voudrions apporter des retouches à ce mécanisme, mais il s'agit d'occasions précises de collaboration que ne sauraient se substituer à une collaboration systématique et permanente entre l'ACDI et les ONG qui se ferait par le truchement du programme des ONG.

Une autre orientation de l'ACDI à l'égard des ONG concerne le financement direct des ONG du Tiers monde. En peu de mots, nos membres s'y opposent pour les raisons que nous mentionnons dans notre mémoire, c'est-à-dire que la plupart des ONG du Tiers monde préfèrent s'associer à des ONG canadiens s'ils en ont l'occasion. Nous constatons que le financement direct soulève d'autres problèmes et parfois pose des dangers pour les ONG locaux, car il les empêche d'établir de nouveaux liens avec la population canadienne.

Ce qui aurait pu se justifier si les ONG canadiens étaient devenus incapables de gérer de nouveaux programmes et d'innover, mais le fait que cela arrive en même temps que l'ACDI semble limiter son financement des ONG canadiens le rend doublement nuisible, à notre avis.

Notre consortium travaille exclusivement avec des ONG de l'Asie du Sud, une région qui compte beaucoup d'organismes bénévoles. Enfin, nous pourrions décrire cette situation plus longuement, si vous voulez.